



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR

236, Boulevard du Maréchal Leclerc

CS 90008

83097 – TOULON CEDEX

**ACCORD-CADRE DE LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES LEGERS ET UTILITAIRES NEUFS AVEC
PRESTATIONS ASSOCIEES POUR LA CCI DU VAR**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Appel d'Offre Ouvert passé en application des articles R2124-1, R2124-2-1°, R2162-2 et R2162-3
du code de la commande publique

Le présent CCAP comprend 17 feuillets numérotés de 1 à 17.

Table des matières

CHAPITRE I : GENERALITES	4
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES	5
 CHAPITRE - II - PRIX ET RÈGLEMENTS DES COMPTES	 6
ARTICLE 4 – PRIX	6
ARTICLE 5 - VARIATION DE PRIX	6
5.1 VARIATION DES PRIX EN CAS DE VARIATIONS KILOMETRIQUES	6
5.2 INDEMNITES EN CAS DE RESTITUTION ANTICIPEE	7
5.3 REVISION DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	7
5.4 VARIATION DES PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
ARTICLE 6 - MODALITÉS DE FACTURATION	7
6.1 FACTURATION	7
6.2 REMISE DES FACTURES SOUS FORMAT DEMATERIALISE	8
ARTICLE 7 – RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 8 – AVANCE	8
 CHAPITRE III : EXÉCUTION DE LA PRESTATION	 10
ARTICLE 9 – NATURE DE LA PRESTATION	10
ARTICLE 10 – DUREE DU MARCHÉ – DELAIS D'EXECUTION	10
ARTICLE 11 - DELAIS DE LIVRAISON – PROLONGATION DES DELAIS	10
11.1 CONDITIONS ET DELAIS DE LIVRAISON	10
11.2 DELAIS RELATIFS AUX PRESTATIONS D'ASSISTANCE ET DE DEPANNAGE	11
11.3 PROLONGATION DES DELAIS DE LIVRAISON	11
ARTICLE 12 – MODALITE DE PASSATION DES COMMANDES - MARCHES SUBSEQUENTS	11
12.1 MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	11
12.2 MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE – DUREE DE LOCATION	11
12.3 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 13 – PENALITES – CLAUSE PENALE	12
13 .1 PENALITES	12
13.2 CLAUSE PENALE	13
ARTICLE 14 - CONDITIONS D'EXECUTION	13
14.1 OBLIGATION DU TITULAIRE	13
14.2 DISPOSITIONS CONCERNANT LE VEHICULE	13
14.3 CONDITIONS DE REPRISE DES VEHICULES	13
14.4 LIEUX DE LIVRAISON	14
ARTICLE 15 - CAS PARTICULIER DU CHANGEMENT OU DE LA SUPPRESSION DE MODELE	14
ARTICLE 16 : EXCLUSIONS DU PERIMETRE DE L'ACCORD CADRE	14
ARTICLE 17 – NORMES	14
ARTICLE 18 : SOUS TRAITANCE	14
 CHAPITRE IV : CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	 15
ARTICLE 19 - VERIFICATIONS / RECEPTIONS	15

CHAPITRE V : RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE / LITIGES	16
ARTICLE 20 – RESILIATION	16
20.1 – RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	16
20.2 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	16
ARTICLE 21 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	16
ARTICLE 22 – LITIGES	16
ARTICLE 23 – DISPOSITIONS DIVERSES	16
23.1 – NON VALIDITE PARTIELLE	16
23.2 REFERENCE	16
23.3 ANNEXES AU MARCHE	16
23.4 LANGUE	17
23.5 NOTIFICATIONS ET MISE EN DEMEURE :	17
23.6 MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION	17
ARTICLE 24 - CLAUSES DE REEXAMEN / AVENANT DE TRANSFERT	17
ARTICLE 25 - EXCLUSIONS DU PERIMETRE DU MARCHE	17
ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG FCS	17

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent accord-cadre a pour objet la location longue durée (LLD) de véhicules légers et utilitaires neufs avec prestations associées pour les besoins de la CCI du Var.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

La consultation est constituée d'un lot unique

1.3 MONTANT DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché s'exécutera par l'émission de bons de commande et de marchés subséquents dans la limite des montants suivants sur la durée de l'accord-cadre

Montant minimum : sans

Montant maximum : 750 000 € HT.

Les marchés subséquents et les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de la survenance des besoins.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement ses annexes ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du Var fait seul foi ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du Var fait seul foi ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS), applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, approuvés par arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Les bordereaux de prix complémentaires des marchés subséquents ;
6. Les bons de commande ;
7. L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre initiale ou dans le cadre des marchés subséquents.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du VAR et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le titulaire du marché devra être titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, des usagers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante, elle devra être du montant maximal possible sur le marché de l'assurance pour les dommages corporels.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, il devra pour ce faire produire les attestations d'assurances au plus tard huit jours après réception de la notification du présent marché.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié à la CCI du VAR chaque année pendant la durée du marché. Le titulaire devra adresser à la CCI du VAR une copie de l'attestation d'assurance, au maximum quinze (15) jours après l'échéance de la police en question.

CHAPITRE - II - PRIX ET RÈGLEMENTS DES COMPTES

ARTICLE 4 – PRIX

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet du marché moyennant les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 de l'acte d'engagement) ou résultant des marchés subséquents.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Partie à bons de commande :

Les fournitures telles que définies au CCTP seront réglées par application des montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

Partie à marchés subséquents :

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires et en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les prix indiqués dans le Bordereau de Prix Unitaires (annexe n°1 au présent acte d'engagement) forment pour le titulaire le référentiel de prix pour les marchés subséquents passés sur le fondement du présent marché.

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, les frais de déplacements, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiés dans les documents contractuels ainsi que les frais annexes. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiés aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent, en procédant à une visite des sites concernés
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution de la prestation et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent.

ARTICLE 5 - VARIATION DE PRIX

5.1 VARIATION DES PRIX EN CAS DE VARIATIONS KILOMETRIQUES

Sur la base du kilométrage défini sur le contrat de location du titulaire et sur le bon de commande émis par la CCI du Var, il sera procédé à un ajustement lors de la restitution du véhicule, à l'issue du marché :

Kilométrage dépassé : Si le kilométrage est dépassé, le coût par tranche de 100 kms excédentaire sera facturé sur la base du référentiel indiqué au Bordereau des Prix.

5.2 INDEMNITES EN CAS DE RESTITUTION ANTICIPEE

En cas de restitution anticipée, le titulaire peut percevoir une indemnité. Les modalités de calcul de cette indemnité sont précisées dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement ainsi que dans le mémoire technique du titulaire.

5.3 REVISION DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m_0).

Les prix sont indiqués à l'acte d'engagement à l'annexe financière à l'acte d'engagement (Bordereau de prix Unitaires).

Les prix sont révisables annuellement à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre

L'indice retenu pour apprécier l'évolution du coût des prestations du présent accord-cadre, est le suivant :

I : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 77.1 – Location et location bail de véhicules automobiles – **Identifiant INSEE : 010766391**

Les prix de base sont révisés, par application de la formule suivante :

$$P(r) = P(I) [0,15 + 0,85 \times \text{Ind}(N)/\text{Ind}(N_0)]$$

dans laquelle :

- $P(r)$ = prix révisé HT de la prestation ;
- $P(I)$ = prix initial HT réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro, soit le mois de la remise des offres
- Ind N = valeur du dernier indice connu à la date anniversaire de l'accord-cadre ;
- Ind N_0 = valeur de l'indice de référence prise au mois m_0 (soit le mois de la remise des offres)

Les prix ainsi révisés sont fermes pendant une période d'une année. Les nouveaux prix ainsi définis s'appliquent uniquement aux nouvelles commandes ou prestations émises postérieurement à la date anniversaire de notification du marché et sur la période d'exécution concernée (12 mois)

Pour toute commande, les prix sont fermes pour toute la durée de location des véhicules.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition d'un indice, la CCI du Var pourra lui substituer l'indice le plus proche, soit par son objet, soit par application des préconisations des pouvoirs publics. En cas de désaccord, le titulaire produit un mémoire de réclamation dans les quinze jours en précisant l'indice qu'il souhaite voir utilisé. Si le désaccord persiste, les parties conviennent d'une clause de rendez-vous au terme duquel un avenant sera établi. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'indice général des prix sera substitué à l'indice disparu.

5.4 VARIATION DES PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les offres seront établies sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de remise des offres des marchés subséquents.

Les prix des marchés subséquents sont fermes pour toute la durée de location des véhicules.

ARTICLE 6 - MODALITÉS DE FACTURATION

6.1 FACTURATION

Les demandes de paiement seront établies **mensuellement**.

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes et/ou dans les marchés subséquents.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.
Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

6.2 REMISE DES FACTURES SOUS FORMAT DEMATERIALISE

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

- Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)
- La mention obligatoire du numéro du n° de marché

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

ARTICLE 7 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 8 – AVANCE

L'option A s'applique.

Conformément aux articles R.2191-3 et R.2191-7 du code de la commande publique, une avance de 5 % est accordée au titulaire. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le montant de l'avance est versé à la condition que le titulaire n'ait pas expressément renoncé au versement dans cette avance sur l'acte d'engagement ou par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard à la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 – NATURE DE LA PRESTATION

Le présent marché porte sur objet la location longue durée (LLD) de véhicules légers et utilitaires neufs avec prestations associées pour la CCI du Var.

ARTICLE 10 – DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION

10-1 – DUREE DU MARCHE

Le présent accord-cadre sera conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification pour une durée de 48 mois.

Le marché pourra également être résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au CCAP.

10-2 – DELAIS D'EXECUTION

Le délai d'exécution des prestations débute à la notification du bon de commande.

Le pouvoir adjudicateur établit un bon de commande par véhicule, en fonction de ses besoins pour une durée maximale de 48 mois à compter de la livraison et ne pouvant excéder de 6 mois la date de fin du marché.

Le délai d'exécution comprend le délai de livraison et la durée de location des véhicules.

ARTICLE 11 - DELAIS DE LIVRAISON – PROLONGATION DES DELAIS

11.1 CONDITIONS ET DELAIS DE LIVRAISON

Le délai de livraison est le délai précisé par le titulaire dans son mémoire technique. Il ne pourra excéder 90 jours. Il sera précisé dans le bon de commande.

Le titulaire informera le pouvoir adjudicateur, **au minimum 5 jours avant la date de livraison prévue**, que le véhicule conforme à sa commande est prêt à être livré.

Il communiquera notamment l'immatriculation du véhicule afin de permettre au pouvoir adjudicateur de faire assurer ce dernier avant d'en prendre possession.

La livraison du véhicule sera matérialisée par la signature d'un **bon de livraison** visé par le pouvoir adjudicateur, et comprenant au minimum :

- La date de livraison effective,
- L'identification du titulaire,
- La référence à la commande et à l'accord-cadre,
- L'identification du véhicule livré (immatriculation, désignation).

Les risques afférents au transport et à la livraison incombent au titulaire.

Le transport s'effectuera sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison.

Les frais de transport des véhicules seront à la charge du titulaire du marché.

Le délai de livraison s'entend du délai global qui s'écoule entre le moment de la notification du bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur et le moment où la livraison dudit véhicule est constatée conformément aux stipulations du présent article.

Seule la réception par le titulaire d'un bon de commande et/ou du contrat de commande du véhicule concerné dûment rempli par le pouvoir adjudicateur fait courir le délai de livraison.

En cas de non-respect de ces délais le titulaire encourt des pénalités définies au présent document.

11.2 DELAIS RELATIFS AUX PRESTATIONS D'ASSISTANCE ET DE DEPANNAGE

Les délais relatifs aux prestations d'assistance dépannage sont ceux respectivement précisés dans le mémoire technique du titulaire.

11.3 PROLONGATION DES DELAIS DE LIVRAISON

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le titulaire doit signaler les causes du ou des retards qui, selon lui échappent à sa responsabilité, dans un délai maximum de 8 jours après leur survenance, par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 – MODALITE DE PASSATION DES COMMANDES - MARCHES SUBSEQUENTS

12.1 MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre mono-attributaire seront attribués après consultation du titulaire, sans mise en concurrence complémentaire.

La consultation interviendra lors de la survenance du besoin. Il sera adressé au titulaire, une demande écrite détaillant les prestations attendues et modalités de livraison. Elle se fera par tout moyen, courrier, fax, courriel ou par remise en mains propres. Le titulaire aura l'obligation de répondre à chacune de ces consultations dans les délais imposés.

Il s'oblige à remettre des offres acceptables, régulières et appropriées à l'objet de la consultation et devra se conformer en tous points aux demandes de la CCI du Var sous peine de rejet de son offre.

Il devra présenter des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses et qualitatives que les offres présentées lors de la passation de l'accord-cadre. Il peut exceptionnellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel de prix (bordereau de prix unitaires).

Les marchés subséquents seront matérialisés sous forme de bons de commande, datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La nature, quantités et lieux de livraison seront spécifiés sur le bon de commande correspondant.

12.2 MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE – DUREE DE LOCATION

Le service émetteur du besoin enverra une demande au titulaire en détaillant les prestations requises et leurs caractéristiques. Seront précisées aussi, les conditions de livraison. Le titulaire doit répondre obligatoirement dans les délais imposés. Ils seront rappelés dans chaque bon de commande.

Tous les supports écrits pourront être utilisés : mail, courrier.

Les bons de commande seront datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur désigné à cet effet. Les lieux de livraison seront spécifiés sur le bon de commande correspondant.

Le délai d'exécution des prestations débute à la notification du bon de commande.

Sous réserve des cas de résiliation pour faute du titulaire et pour motif d'intérêt général avec résiliation du marché et des bons de commande déjà émis, **chaque véhicule commandé et livré sera loué pour la durée fixée initialement.**

Chaque bon de commande concerne un seul véhicule pour un contrat de location de longue durée.

Les bons de commande transmis au fournisseur mentionneront :

- L'identification du prestataire,
- L'intitulé de l'accord-cadre et sa référence, n° et date du bon de commande,
- La marque et le modèle du véhicule,
- Les options et équipements souhaités, le cas échéant,
- Le kilométrage de location,
- La date maximum de livraison,
- Les prestations associées,
- Le prix net unitaire hors taxe ,
- Le montant total de la commande, hors taxes et TVA incluse,
- Le nom et les coordonnées de l'interlocuteur CCIV

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Toutefois, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

12.3 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations définies dans le CCTP en respectant l'ensemble des prescriptions techniques, administratives et juridiques contenues dans ledit CCTP ainsi que dans le présent CCAP.

Il s'engage, en outre, à respecter la réglementation en vigueur concernant les prestations objets du présent accord-cadre.

Les conditions d'exécution sont prévues au CCTP.

ARTICLE 13 – PENALITES – CLAUSE PENALE

13.1 PENALITES

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnées par ses manquements, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie.

La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'est pas définitive et n'empêche pas la CCI du Var d'en faire application ultérieurement si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Les dispositions de l'article 14 du CCAG FCS s'appliquent sous réserve des dispositions suivantes :

Pénalités de retard dans la livraison du ou des véhicules :

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, en cas de non-respect de la date de livraison portée sur le bon de commande, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes : **90 euros-par jour de retard.**

Cette pénalité ne sera pas appliquée si le titulaire s'engage à mettre provisoirement à disposition de la personne publique et à ses frais un véhicule, assuré sans franchise, jusqu'à la livraison du véhicule définitif. Le véhicule ainsi mis à disposition doit être de la même gamme que le véhicule objet du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

Ces pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable et sont cumulables.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre du marché.

13.2 CLAUSE PENALE

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et aux obligations contractuelles prévues au présent marché.

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnées par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 13-1, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent marché, le titulaire encourt outre la résiliation du marché prévue à l'article 20-1 du présent C.C.A.P, le versement d'une somme équivalente à 5% du montant du marché par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 14 - CONDITIONS D'EXECUTION

14.1 OBLIGATION DU TITULAIRE

Les dispositions du présent accord-cadre s'appliquent, sans exception ni réserve, à l'ensemble du parc automobile loué qui sera mis en service durant la période d'exécution dudit accord-cadre.

Le titulaire s'engage à effectuer des prestations conformes aux stipulations contractuelles et conformément à l'ensemble des textes législatifs et/ou réglementaires en vigueur applicables pendant toute la durée de l'accord-cadre, et respecter l'ensemble des clauses contenues dans tous les documents constitutifs de l'accord-cadre.

14.2 DISPOSITIONS CONCERNANT LE VEHICULE

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de la CCI du Var des véhicules neufs conformes à la réglementation.

Le titulaire informera, sans délai, la CCI du Var de toute anomalie susceptible d'entraîner des détériorations du matériel ou de mettre en cause la sécurité des biens et des personnes en cas de rappel des véhicules par le constructeur.

Le titulaire répond de la qualité des véhicules livrés ou réceptionnés jusqu'à la fin du contrat de location. Il demeure responsable des fraudes et avaries qui pourraient être commises par son personnel, les transporteurs ou constructeurs vis-à-vis de la CCI du Var.

14.3 CONDITIONS DE REPRISE DES VEHICULES

A l'achèvement de la location, le véhicule sera restitué par le pouvoir adjudicateur dans un des centres de restitution désigné par le titulaire du marché, sauf en cas de vol ou de sinistre total.

Le véhicule sera remis dans un bon état d'entretien, à savoir :

- La présentation générale du véhicule, y compris la peinture, sera d'une qualité normale en fonction de l'âge du véhicule et du kilométrage parcouru.
- La carrosserie, le châssis, les pare-chocs ne comporteront pas de déformation ou autres traces que celles dues au vieillissement naturel et à l'usage normal, ou aux équipements réalisés par le pouvoir adjudicateur conformément au C.C.T.P ;
- La sellerie et le garnissage ne seront ni troués, ni déchirés ;

- Le véhicule sera restitué muni de tous ses documents de bord, accessoires et éléments de sécurité fournis par le titulaire (cric, roue de secours, etc. ...) ;

Si la remise du véhicule à l'état défini ci-dessus implique l'exécution de prestations de réparation, celles-ci seront définies contradictoirement entre le titulaire du marché et le pouvoir adjudicateur locataire, qui les prendra à sa charge.

Le titulaire proposera au pouvoir adjudicateur un chiffrage objectif des frais de remise en état du véhicule en indiquant, s'il y a lieu, le montant de la remise accordée sur les travaux de réparation (tôlerie, peinture).

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu, à la fin de la période de location d'un véhicule, de procéder à une nouvelle location.

L'examen du véhicule sera concrétisé par un procès-verbal de restitution entre le représentant du pouvoir adjudicateur dûment habilité et le titulaire.

Un relevé contradictoire du compteur kilométrique du véhicule est effectué et reporté dans le procès-verbal de restitution. Ce relevé permettra de procéder à un règlement des comptes par le titulaire en fonction du kilométrage souscrit, du kilométrage au compteur et du prix du kilomètre supplémentaire.

Le procès-verbal de restitution ou l'expertise du véhicule serviront de base pour l'évaluation des frais de remise à l'état standard du véhicule. Ces frais de remise en état donneront lieu à une indemnisation du titulaire par le pouvoir adjudicateur. En tout état de cause, le titulaire devra donner tous les éléments de transparence en ce qui concerne ces frais, au travers par exemple de photos des dégradations relevées lors de la restitution.

14.4 LIEUX DE LIVRAISON

Le lieu de livraison est arrêté conjointement entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La livraison se fera directement chez le concessionnaire retenu.

ARTICLE 15 - CAS PARTICULIER DU CHANGEMENT OU DE LA SUPPRESSION DE MODELE

Des modifications des caractéristiques techniques des véhicules peuvent être apportées par les constructeurs en cours de marché sur les véhicules proposés au bordereau des prix.

Ces modifications à l'initiative du constructeur sont portées à la connaissance du pouvoir adjudicateur.

Elles feront l'objet d'une nouvelle proposition aux conditions économiques du moment.

L'adoption du changement de modèle s'effectuera par voie d'avenant.

En cas de disparition d'un ou plusieurs modèles de véhicules concernés par le présent accord-cadre, le titulaire, dès réception d'un bon de commande, en informe le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire proposera au pouvoir adjudicateur des modèles équivalents en précisant les nouvelles conditions économiques de location desdits modèles. L'éventuelle acceptation par le pouvoir adjudicateur des nouveaux modèles donnera lieu à la rédaction d'un avenant.

ARTICLE 16 : EXCLUSIONS DU PERIMETRE DE L'ACCORD CADRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des besoins exceptionnels.

ARTICLE 17 – NORMES

Les prestations doivent être conformes aux normes réglementaires existantes ou à venir et exigences visées au CCTP.

ARTICLE 18 : SOUS TRAITANCE

Le titulaire d'un marché public peut, dans les conditions prévues par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

ARTICLE 19 - VERIFICATIONS / RECEPTIONS

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS s'appliquent.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de procéder aux opérations de vérification sans informer le titulaire de la date ou de la période prévue.

Par dérogation aux articles 28.1, 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le délai imparti à la CCI du Var pour procéder aux vérifications et notifier sa décision est de deux mois. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

ARTICLE 20 – RESILIATION

20.1 – RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

Elle prendra effet, conformément à l'article 38 du CCAG FCS à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

20.2 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation de l'accord-cadre.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **3 %**.

ARTICLE 21 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 22 – LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 23 – DISPOSITIONS DIVERSES

23.1 – NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

23.2 REFERENCE

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du VAR, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

23.3 ANNEXES AU MARCHE

Les annexes au marché en font partie intégrante.

23.4 LANGUE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

23.5 NOTIFICATIONS ET MISE EN DEMEURE :

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera conformément aux dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS.

23.6 MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînerait une modification du coût de la prestation.

ARTICLE 24 - CLAUSES DE REEXAMEN / AVENANT DE TRANSFERT

Conformément aux articles R.2194-1 du code de la commande publique, une clause de réexamen est appliquée au présent accord-cadre. Elle porte sur :

CESSION DU CONTRAT AU PROFIT D'UN NOUVEAU TITULAIRE

Dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

ARTICLE 25 - EXCLUSIONS DU PERIMETRE DU MARCHE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de traiter hors du présent marché des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement du marché.

ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG FCS

Le présent CCAP déroge à l'article 1.2 du CCAG FCS. A titre non limitatif, les dérogations au CCAG FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Articles	CCAP	CCAG FCS
Pièces contractuelles	art. 2	art. 4.1
Responsabilités et assurances	art. 3	art. 9
Pénalités – Clause pénale	art. 13	art. 14.1.1, art 14.1.2, art 14.1.3
Vérifications / Réceptions	art. 19	art. 27.3, 28.1, 28.2 et 30.1
Résiliation pour motif d'intérêt général	art.20.5	art. 42
Dérogations	art.26	art. 1.2